

Les sans-papiers de Saint-Bernard, vingt ans après

En 1996, l'église parisienne était évacuée de force. Retour sur le parcours des deux leaders du mouvement

Acoups de hache et de merlin, un outil utilisé par les bûcherons, les forces de l'ordre ont fracassé la porte de l'église Saint-Bernard. C'était le 23 août 1996, il y a vingt ans, dans le 18^e arrondissement de Paris. A l'intérieur, étaient réfugiées près de 300 personnes, dont la plupart étaient des sans-papiers originaires d'Afrique de l'Ouest.

Au milieu d'anonymes venus les soutenir se trouvaient des personnalités comme l'actrice Emmanuelle Béart ou le professeur Léon Schwartzenberg. Au cœur de l'été 1996, cette lutte des sans-droit africains, née quelques mois plus tôt dans les foyers de travailleurs immigrés de Montreuil (Seine-Saint-Denis), où la tension était devenue trop forte à cause des cartes de séjour qui n'arrivaient plus et des expulsions du territoire de plus en plus fréquentes, avait suscité une puissante vague d'émotion et de solidarité.

Les Français avaient découvert les visages de Madjiguène Cissé et Ababacar Diop, les deux porte-parole et leaders incontestés des « sans-papiers de Saint-Bernard ». Né au Sénégal, Ababacar Diop est arrivé en France clandestinement en juillet 1988. Il y a enchaîné les petits boulots dans des entreprises de services ou de nettoyage, tout en poursuivant des études d'informatique.

Le 18 mars 1996, déçu et humilié de voir la préfecture de Seine-Saint-Denis lui refuser un statut légal alors qu'il avait une promesse d'embauche, une petite fille et sept années passées sur le territoire, il a d'abord rejoint l'église Saint-Ambroise, dans le 11^e arrondissement de Paris, qui servait de refuge aux sans-papiers, avant de se retrancher avec 300 clandestins dans l'église Saint-Bernard. Il y a rencontré Madjiguène Cissé, une Sénégalaise de 45 ans. Cette professeure d'allemand a grandi à Dakar avant de se former à l'université de Sarrebruck, dans la Sarre.

« CRS armés jusqu'aux dents »

Vingt ans après, celle qui était arrivée dans l'Hexagone en 1993 munie d'un visa de tourisme n'a rien oublié. « J'ai été impressionnée par la disproportion des moyens qui étaient utilisés, se souvient-elle avec émotion. Nous étions moins de 300 à l'intérieur, dont une centaine d'enfants. En face, près de 1500 policiers et CRS armés jusqu'aux dents. La République voulait montrer sa force et elle l'a fait. »

« J'ai eu très peur, se remémore Lassana Boune, un sans-papiers

« Nous étions moins de 300, dont une centaine d'enfants. La République voulait montrer sa force et elle l'a fait »

MADJIGUÈNE CISSÉ
leader du mouvement

malien qui avait alors 28 ans. J'étais inquiet pour les enfants et ceux qui étaient en grève de la faim depuis plusieurs semaines... Puis il y a eu des échanges de coups avec la police, et j'ai été emmené pieds nus au centre de rétention administrative de Vincennes. »

Quelques heures plus tard, 10 000 sympathisants du mouvement manifestaient leur indignation place de la République, à Paris. Sur les 220 interpellés de l'église Saint-Bernard, 8 ont été expulsés du territoire dans la foulée, 73 ont reçu un titre de séjour et les autres se sont « évaporés ».

Lassana Boune est de ceux-là. De la Cartoucherie de Vincennes à différents appartements mis à disposition par un réseau de solidarité, il a souvent déménagé dans Paris. « J'ai reçu mes papiers un an après avoir été expulsé de l'église, raconte-t-il. Je vis aujourd'hui à Sevran (Seine-Saint-Denis) et, depuis 2006, j'ai un CDI. Je garde un bon souvenir de cette époque : Saint-Bernard m'a ouvert la porte du monde et donné beaucoup de contacts. »

Les deux leaders du mouvement ont poursuivi leur engagement. Une fois régularisé, Ababacar Diop a rejoint le Parti communiste, où il a milité au côté de Robert Hue lors des élections européennes de juin 1999. Madjiguène Cissé, qui a toujours refusé la nationalité française, a rallié la CGT. Décorée par la Ligue allemande des droits de l'homme pour son engagement, elle est retournée au Sénégal en 2000, où elle anime depuis le Réseau des femmes pour le développement durable en Afrique (Refd'af). « Rien ne peut me décourager, pas même les agressions physiques dont j'ai été victime après Saint-Bernard, dit-elle. Je me bats aujourd'hui pour la dignité des femmes africaines et pour une Afrique qui lève la tête ! »

Il y a longtemps que les célèbres meneurs de Saint-Bernard ne se



Au centre, de gauche à droite, Madjiguène Cissé et Ababacar Diop le 21 août 1996 dans l'église Saint-Bernard. SÉBASTIEN DUFOUR/GAMMA

sont pas vus. Quels étaient leurs rapports pendant la lutte ? « Ils s'entendaient bien mais avaient des divergences, et c'est normal, se souvient Patrick Mony, ancien directeur du Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti). Ababacar était calme, posé, très proche de Stéphane Hessel, le médiateur. Madjiguène était plus fonceuse et favorable à un élargissement de la lutte. » « Ababacar n'entendait pas toujours ce que voulait la base, se rappelle un ancien du mouvement qui souhaite rester anonyme. Mais il était le petit protégé, celui qui pouvait nous sortir de cette merde grâce à son carnet d'adresses. »

« Success story »

Le destin d'Ababacar Diop va basculer une nouvelle fois en 2000. Après avoir ouvert un cybercafé en face de l'église-symbole, l'informaticien met au point un système de visiophonie, ancêtre de Skype, pour permettre à ses clients de communiquer plus facilement avec l'Afrique. Il le nomme « vis@vis » et a la bonne idée de déposer ce nom à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). En mai, le groupe Vivendi entend lancer un portail Internet

Au Sénégal, Ababacar Diop lance la Régie africaine des transports populaires (RATP)

baptisé Vizzavi. Il prépare une coûteuse campagne de publicité et s'aperçoit, un peu tard, que le nom appartient à M. Diop, qui refuse les premières offres de rachat par la multinationale.

Il signera finalement un contrat avec Vivendi. Montant : 24 millions de francs (un peu moins de 3,7 millions d'euros) pour l'ancien sans-papiers et ses deux associés. Assis à côté de Julio Iglesias et Francis Huster dans l'émission « Tout le monde en parle » en septembre 2000, il assure « vouloir que cet argent soit reversé aux sans-papiers ». Il confirme avoir acheté 25 appartements destinés aux plus démunis, vouloir offrir une partie des loyers à l'association Droit au logement, ouvrir un restaurant solidaire...

Au Sénégal, Ababacar Diop lance aussi la Régie africaine des transports populaires (RATP) avec un parc d'une dizaine d'autobus récupérés en France. Il ouvre deux cybercafés et, dans un entretien à l'AFP en janvier 2003, confie avoir créé une société immobilière, dont le but est « d'aider les étrangers à accéder à la propriété ».

Mais la *success story* de l'ancien sans-papiers s'arrête là. S'est-il trop dispersé ? A-t-il été mal conseillé ? Ses investissements se sont révélés hasardeux et en une dizaine d'années, tout s'est effondré. En 2007, il a été incarcéré quelques mois à Saint-Louis-du-Sénégal, où il vit aujourd'hui. Ababacar Diop ne souhaite plus parler à la presse et les anciens du mouvement des sans-papiers que *Le Monde* a contactés ont tous « perdu sa trace ».

« Je l'ai croisé par hasard il y a quatre ou cinq ans, dans un bus, du côté d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), raconte Patrick Mony, du Groupe d'information et de soutien des immigrés. Il m'a expliqué qu'il avait connu de nombreux déboires à cause d'une cabale menée contre lui. Il était triste et totalement désemparé. » ■

AMADOU NDIAYE (À DAKAR)
ET PIERRE LEPIDI

LES DATES

1996

18 mars Près de 300 sans-papiers s'installent dans l'église Saint-Ambroise (Paris 11^e). Ils demandent à être régularisés et dénoncent les expulsions du territoire.

22 mars La police évacue Saint-Ambroise, malgré les protestations de l'Abbé Pierre et le début de l'emballement médiatique.

24 mars Les sans-papiers sont « hébergés » à la Cartoucherie de Vincennes grâce à la metteuse en scène Ariane Mnouchkine.

28 juin Après avoir manifesté place de la République à Paris, les sans-papiers s'installent dans l'église Saint-Bernard (18^e).

23 août 1 500 policiers et CRS évacuent l'église.

1997

24 juin La circulaire Jean-Pierre Chevènement permet la régularisation de 80 000 sans-papiers, dont celle des Africains de Saint-Bernard qui ne l'avaient pas encore obtenue.

En 2016, le combat pour la régularisation se joue sur les lieux de travail

Le nombre de sans-papiers en France reste évalué entre 200 000 et 400 000. Ils sont désormais organisés en collectifs locaux

ANALYSE

Trop symbolique pour s'effacer des mémoires, l'évacuation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, à Paris le 23 août 1996, a aussi été l'acte fondateur d'un mouvement qui, depuis, a pris son autonomie. Car en deux décennies, la lutte des sans-papiers a largement changé de forme.

Adieu les occupations d'églises. « Aujourd'hui, le rapport de force se joue sur le lieu de travail. Cela a commencé en 2008 et cela s'étend depuis », explique Marilyne Poulain, en charge des questions d'immigration à la CGT Paris. Son syndicat a appuyé en juin les salariés du restaurant Casa Luca à Paris, occupé à la suite du licenciement d'un de ses deux plongeurs. Après cinq ans d'ancienneté, il avait eu le tort de solliciter de sa

direction le certificat nécessaire à l'obtention de son titre de séjour. Tous les patrons n'acceptent pas de payer la taxe de régularisation, ni même de faire la démarche.

Dans la restauration, le bâtiment, les conflits sont désormais nombreux, mais concernent rarement des femmes, souvent trop isolées dans des emplois de service à la personne pour oser contester. La grande victoire de la CGT, la plus impliquée dans ce combat, reste l'obtention d'un titre de séjour par les quatorze coiffeuses africaines du 57 boulevard de Strasbourg à Paris, fin 2015. Il leur aura fallu presque une année d'occupation de leur lieu de travail pour que ces victimes sortent la tête haute d'années d'esclavage moderne au cœur de la capitale.

Ce glissement de la revendication, de l'espace public vers l'entreprise, s'est fait tout naturellement

après que la loi eut donné, il y a bientôt dix ans, le pouvoir aux patrons de demander la régularisation de leurs travailleurs immigrés (article 40, loi du 20 novembre 2007). Le glissement a aussi été rendu possible parce que les descendants de l'église Saint-Bernard bénéficient désormais de vingt années de lutte derrière eux : ils sont organisés en collectifs locaux, disposent d'une Union nationale des sans-papiers (UNSP) et d'un Collectif international des sans-papiers migrants (CISPM). Et ils ont même quelques alliés au sein d'une intersyndicale du ministère du travail (CGT, FSU, SUD), qui porte une campagne baptisée « Halte au travail au noir des sans-papiers ».

Jérôme Beuzelin, son porte-parole, estime en tant qu'inspecteur « avoir pour mission de vérifier les conditions dans l'entreprise et d'éliminer le travail illégal ». « Or, si

on ne régularise pas ces gens, notre intervention aura contribué à leur faire perdre leur emploi, mais ils en reprendront un autre dans les mêmes conditions, ailleurs », observe l'inspecteur du travail. « Leur statut précaire est une aubaine pour certains patrons peu scrupuleux », insiste de son côté Marilyne Poulain pour qui « le travail dissimulé ou au noir fausse la donne pour tous les salariés ». C'est donc en ces termes que le débat est aujourd'hui posé.

« Immigration choisie »

Depuis 1996, leur situation juridique a elle aussi changé, même si le nombre de sans-papiers reste invariablement évalué entre 200 000 et 400 000. « A Saint-Bernard, on avait beaucoup de parents d'enfants français, ni expulsables, ni régularisables », rappelle Serge Slama, maître de conférences en

droit public à l'université Paris Ouest-Nanterre-La Défense, « or les textes entrés en vigueur depuis ont permis de régulariser une partie des profils de ce type ».

Même si elle se limite à donner des consignes auxquelles les préfetures peuvent déroger, la « circulaire Valls » du 28 novembre 2012 a permis de régulariser quelque 15 000 immigrés. Rien à voir avec les 80 000 régularisations de 1997 décidées lorsque Lionel Jospin s'est installé à Matignon et moins encore avec les 131 000 de l'arrivée de la gauche en 1981. Mais les temps ont changé.

En effet, pour ceux qui ne remplissent pas les conditions de « l'immigration choisie » – économique, artistique et à haut potentiel, un concept développé depuis le quinquennat Sarkozy –, le passage par la case « sans-pa-

piers » devient de plus en plus incontournable au fur et à mesure que les voies légales d'entrée se verrouillent. Aux yeux du ministère de l'intérieur, cela évite « l'appel d'air ». Pour les chercheurs, cela retarde surtout l'intégration en maintenant dans la précarité des gens définitivement installés.

Dans une étude intitulée *Migrants subsahariens : combien de temps leur faut-il pour s'installer en France* (Population et Sociétés, mai 2016), Anne Gosselin a ainsi montré qu'il faut en moyenne quatre années à un homme subsaharien pour obtenir un titre de séjour et qu'au bout de quinze ans, 9% de cette catégorie sont encore sans-papiers. Malgré le surplus d'angoisses qu'il crée, ce statut précaire n'incite pas à repartir. ■

MARYLINE BAUMARD